

La voix de l'Opposition de gauche

Collaboration de classes. La lutte de classe suspendue à "l'agenda" du gouvernement.
Lequel ? Comment, vous n'étiez pas au courant qu'il avait changé ?
Peu importe en vérité.

6 juin 2012

Le Premier ministre Jean-Marc Ayrault a réuni mardi après-midi à Matignon les organisations syndicales et patronales pour préparer "la grande conférence" de juillet alors que des premières décisions sur une hausse du Smic et une réforme des retraites sont attendues.

Une semaine après les avoir reçus séparément à Matignon, le Premier ministre réunit cette fois autour de la table les numéros un des cinq organisations syndicales représentatives - CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC - et des trois patronales - Medef, CGPME, UPA - pour une "conférence de méthode".

"La grande conférence, c'est le début d'un processus", a souligné Michel Sapin, en rendant compte des travaux de la réunion. "Tout commence en termes de discussions concrètes, de négociations, lorsque les partenaires sociaux se seront emparés eux-mêmes des sujets, tout commence en termes aussi de propositions de la part du gouvernement", a-t-il ajouté.

La présidente du Medef, Laurence Parisot, a une nouvelle fois plaidé pour qu'elle s'accompagne d'un "cadre de la situation économique" qui permette d'évaluer ce qu'il est possible de faire et de ne pas faire sans nuire à la compétitivité des entreprises françaises.

"Il serait néfaste pour l'économie, dangereux pour les entreprises d'alourdir les prélèvements obligatoires qui reposent sur elles", a-t-elle dit

"Cet après-midi, on va arrêter les thèmes de la conférence" du début juillet, a affirmé à son arrivée le secrétaire général de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly qui "ne s'attend pas des réponses sur le Smic ou les retraites aujourd'hui".

Le président de la CFTC, Philippe Louis, attend lui un "contrat social pour la mandature".

Dès avant la grande conférence, le gouvernement doit trancher sur des sujets sensibles notamment sur un coup de pouce au Smic, une promesse de François Hollande et une demande forte de la CGT et de FO. M. Ayrault a déjà indiqué que la hausse serait inférieure à 5% (soit moins de 55 euros en net par mois, et 0,46 centime l'heure en brut).

S'agissant du smic, Jean-Marc Ayrault a indiqué la semaine passée que la hausse, "juste et mesurée", serait inférieure à 5%. Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de FO, a souhaité qu'elle soit "la plus proche possible" de ce seuil. "Si c'est un coup de pouce de 0,3%, les gens diront on se moque de nous", a-t-il averti mardi.

Il s'agit, a dit Premier ministre, de ne pas déstabiliser les entreprises, notamment les PME.

Une forte hausse du smic mettrait aussi à mal les finances de l'Etat, avec ses répercussions sur la masse salariale de la fonction publique au sens large (Etat, collectivités, hôpitaux) - quelque 890.000 agents sont au niveau du salaire minimum - et surtout les allègements de charge sur les bas salaires.

"Surtout pas 5%! Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui risquent de disparaître", s'est exclamé le président de la CGPME, Jean-François Roubaud. Quelle hausse vous conviendrait? "Moi, ce serait 0% de coup de pouce!", a-t-il lancé, plaidant pour le maintien de "la compétitivité" des entreprises.

Le débat global sur les retraites sera ouvert à conférence de juillet et déjà M. Sapin a exclu un retour à 60 ans pour tout le monde: "*Chacun sait très bien qu'aujourd'hui ce n'est pas possible*". (AFP 05.06)

Le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, s'est pour sa part félicité de la méthode du gouvernement mais a souhaité que la conférence ne se contente pas d'être le début d'un cycle de dialogue "*sans qu'on ait à l'horizon des dates plus précises pour des décisions concrètes*."

"*La situation économique et la situation sociale imposent que le gouvernement, le législateur, sache prendre ses responsabilités lorsque la situation l'impose*", a-t-il dit.

Toutes les parties ont été unanimes pour saluer la qualité du dialogue engagé pour préparer l'échéance des 9 et 10 juillet.

Le président François Hollande ouvrira le lundi 9 juillet les travaux de la grande conférence sociale qui doit permettre de lancer, en concertation avec le patronat et les syndicats, les premiers grands chantiers de son quinquennat. (Reuters 05.06)

L'intervention de Mailly résume bien l'attitude que les syndicats comptent avoir envers le gouvernement pendant les 5 ans à venir.

1- Le 16 mai par l'AFP, on apprenait que FO demandait une augmentation de 250 euros, soit un Smic mensuel net à 1.340 euros. (causerie du 17 mai)

2- Une semaine plus tard, Sapin fait savoir qu'il n'en est pas question et que Mailly le sait très bien. (causerie du 24 mai)

3- Ayrault confirme le 4 juin une revalorisation autour de 46 centimes de l'heure, l'équivalent de 50 euros, et Mailly de souhaiter qu'elle soit "*la plus proche possible*" du seuil de 5%, soit 50 euros... ce que Ayrault propose !

4-Conclusion : Mailly propose 250 euros, Ayrault propose 50 euros, soit, Mailly abandonne les 250 euros et reprend à son compte les 50 euros d'Ayrault comme si cela venait de lui et les 250 euros passent à la trappe au passage ! Mieux, connaissant cette saloperie, en fait la revendication de 50 euros venait des ouvriers eux-mêmes, donc Mailly a fait du bon boulot, il n'a rien à se reprocher, ajoutons que le POI pourra ainsi voter comme un seul homme la prochaine résolution du bureau confédéral en se couvrant avec les arguments de Mailly.

C'est le genre de comportement qui me dégoûte au plus au point, ce bureaucrate n'a aucune dignité, il brade ouvertement les besoins de notre classe, quelle pourriture aurait dit Engels !

Comment croyez-vous que les choses se sont passées après le 10 mai 81 ? Exactement de la même manière. Tous les partis dits ouvriers et tous les syndicats ont soutenu le gouvernement sans même avoir à s'en cacher tellement ils étaient tous subordonnés au régime en place rendu plus présentable, fréquentable du fait qu'il y avait une majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale.

Vous voulez un autre exemple illustrant la méthode du gouvernement et ses complices ?

Mailly a fait savoir le mois dernier qu'il était contre l'inscription du "*dialogue social*" dans la Constitution, car il estime que cela serait contraire à l'idée qu'il se fait de l'indépendance syndicale, patati patata, et quand Sapin déclare que "*la grande conférence (du 9 et 10 juillet), c'est le début d'un processus*" qui couvrira la durée de la mandature de Hollande, ce qui en fait revient au même, il n'y voit aucun inconvénient.

On pourrait ajouter un dernier mot : ces bureaucrates pourris trouvent normal de participer à une conférence avec le gouvernement et le patronat engageant l'avenir des travailleurs, pendant qu'une bonne partie de ces derniers sont en vacances ou ont l'esprit ailleurs à ce moment-là de l'année.

Thibault qui n'est pas en reste, demande au gouvernement, au législateur, de prendre leurs responsabilités, c'est exactement ce qu'ils vont faire pour le compte des ennemis de la classe ouvrière, dans son dos avec le soutien de l'ensemble des dirigeants syndicaux et la boucle est bouclée.

Il s'agit pour eux de dresser de nouveaux obstacles à la lutte de classe des travailleurs qui refusent de nouveaux sacrifices...